

DIRECTION DU BUDGET

Paris, le 20 JAN. 2016

TÉLÉDOC  
139, RUE DE BERCY  
75572 PARIS CEDEX 12

NOR FCPB1601663C  
N° interne DF-IBPB-16-3424

LE SECRETAIRE D'ETAT AU BUDGET  
À MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES  
ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT  
*A l'attention de Mesdames et Messieurs  
les responsables de la fonction financière ministérielle,  
les directeurs des affaires financières  
et les responsables de programmes*

**Objet : Lancement de la procédure budgétaire 2016 en vue du PLF 2017 - réunions techniques**

P.J. : 1 dossier

La procédure budgétaire qui démarre devra permettre l'élaboration du projet de loi de finances (PLF) pour 2017 d'ici à l'été prochain, qui constitue la dernière annuité du triennal 2015-2017. Cette procédure s'insère dans le cadre pluriannuel approuvé par le Parlement lors du vote de la loi n° 2014-1653 du 29 décembre 2014 de programmation des finances publiques pour les années 2014 à 2019 (LPFP 2014-2019). Ainsi, le cadrage global pour l'année 2017 prévu par la LPFP et permettant de parvenir sous le seuil de 3% de produit intérieur brut (PIB) de déficit public en 2017 et à l'équilibre structurel à l'issue de la période de programmation est maintenu, et notamment l'objectif de diminution des dépenses sous norme, les mesures de gouvernance des finances publiques, la maîtrise globale des effectifs et du catégoriel et la rationalisation des taxes affectées.

Afin de respecter nos engagements européens et permettre de financer nos priorités, un cycle de réunions techniques sera organisé **entre le 1<sup>er</sup> février et le 12 février 2016**, auxquelles seront conviés les directeurs des affaires financières (DAF), les responsables de la fonction financière ministérielle (RFFIM) et les responsables de programme (RPROG).

Les réunions techniques poursuivront les quatre objectifs suivants :

1. Analyser l'exécution de l'année 2015, afin de préparer l'élaboration des rapports annuels de performances (RAP) pour 2015.
2. Réaliser une première prévision d'exécution pour 2016 pour les crédits hors titre 2, en particulier les crédits versés aux opérateurs (catégorie 32, 72 et titre 6), et la masse salariale (titre 2).
3. Instruire les premiers travaux relatifs au PLF pour 2017 dans le cadre de la trajectoire de finances publiques fixées par la LPFP jusqu'en 2019.

**Dans cette optique, le tendanciel de la dépense jusqu'en 2019 sera actualisé**, en raisonnant à politique inchangée (mesures inscrites en LFI mais aussi dernières orientations fixées par le Président de la République).

La discussion portera particulièrement sur les dépenses à enjeux majeurs et dont la nature permet d'en identifier les sous-jacents tendanciels : dépenses de guichet, masse salariale de l'État, crédits versés aux opérateurs, échéanciers de crédits de paiement et contrats de plan État-régions.

Les économies structurelles et à fort rendement budgétaire qui pourraient être mises en œuvre au sein de votre ministère feront quant à elles l'objet d'échanges et d'approfondissements continus avec mes services durant l'ensemble de la procédure budgétaire, tout comme les mesures visant à plafonner les taxes affectées non plafonnées, abaisser les plafonds des taxes affectées plafonnées ou rebudgétiser les taxes affectées, conformément à l'article 16 de la LPFP 2014-2019.

Les conférences de budgétisation, deuxième étape de la procédure budgétaire seront ainsi consacrées pour l'essentiel aux mesures d'économie.

Toutefois, dès ces premières réunions techniques, l'échange devra porter également sur la mise en œuvre des mesures d'économies déjà décidées et sur les marges en gestion en cas de révision à la baisse de l'hypothèse d'inflation.

#### 4. Documenter les propositions de simplification de la nomenclature « Missions / Programmes »

Conformément au Recueil des règles de comptabilité budgétaire (RRCB) de l'État, en particulier la partie 1, des fusions de programmes devront être proposées lorsque ceux-ci concernent un très faible nombre d'acteurs et/ou d'actes de gestion ou relèvent d'un même responsable. En outre, les fusions de programmes permettent, le plus souvent, la réduction du nombre de budgets opérationnels de programmes (BOP) et d'unités opérationnelles (UO). Celles qui concernent la mise en œuvre de la Charte de déconcentration seront validées en Conférence nationale de l'administration territoriale de l'État (CNATE). Il importe donc que, collectivement, nous puissions présenter au débat d'orientation des finances publiques des propositions concrètes de rationalisation.

\* \* \*

La qualité technique et l'exhaustivité de l'ensemble de ces travaux constituent le socle de la procédure budgétaire et une condition essentielle au bon déroulement de la suite de la procédure.

Vous êtes invités à prendre contact avec vos correspondants budgétaires en amont des réunions techniques pour toute question ou suggestion sur l'ordre du jour.

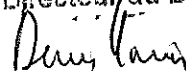
Les annexes à la présente circulaire précisent les différents points à l'ordre du jour des réunions techniques et décrivent le format des fiches et tableaux attendus.

Vous retiendrez les hypothèses de travail suivantes pour ce qui concerne la masse salariale :

- stabilité du point fonction publique ;
- respect de l'impact en 2017 des mesures catégorielles arbitrées dans la loi de finances initiale de 2016 et absence de mesures nouvelles.

**Il vous est demandé de transmettre votre dossier à vos correspondants budgétaires habituels deux jours avant la date de la réunion technique.** Je me permets d'attirer votre attention sur la nécessité du respect des délais pour la qualité des travaux collectifs. Un bref compte rendu commun sera établi à l'issue de ces réunions, afin de servir de base à la suite des travaux de la procédure budgétaire.

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation  
Le Directeur du Budget



---

Denis MORIN

<b>LISTE DES ANNEXES</b>
--------------------------

## **STRUCTURE DU DOSSIER POUR LES REUNIONS TECHNIQUES**

Il vous est demandé de constituer pour chacune des missions du budget général de l'État et pour les budgets annexes et comptes spéciaux un dossier comprenant les éléments suivants :

### **I. CREDITS TITRE 2 et HORS TITRE 2 : EXÉCUTION 2015 ET PRÉVISION D'EXECUTION 2016**

- Fiche(s) d'analyse et de commentaires sur l'exécution 2015 et la prévision d'exécution 2016
- Tableau(x) de présentation de l'exécution 2015 et de la prévision d'exécution 2016
- Marges en gestion 2016 identifiées

### **II. DEPENSES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS : EXÉCUTION 2015, PRÉVISION D'EXECUTION 2016 ET TENDANCIEL POUR 2017 A 2019**

- Fiche(s) d'analyse et de commentaires sur l'exécution 2015 et la prévision d'exécution 2016
- Tableau(x) de présentation de l'exécution 2015, de la prévision d'exécution 2016 et du tendanciel jusqu'en 2019

### **III. CREDITS TITRE 2 et HORS TITRE 2 : TENDANCIEL 2017-2019**

- Fiche(s) d'analyse et de commentaire sur l'évolution tendancielle de la dépense pour 2017 - 2019 (*a minima* pour chaque dispositif de guichet)
- Tableau de présentation de l'évolution tendancielle de la programmation de la dépense pour 2017 à 2019

### **IV. OPERATEURS**

- Emplois : bilan de l'exécution 2015, prévision des besoins pour 2016 et 2017, et tendanciel jusqu'en 2019

### **V. BUDGETISATION EN AE ET CP**

- Échéancier(s) de CP sur engagements

### **VI. SUIVI DES CONTRATS DE PROJET ET DES CONTRATS DE PLAN ÉTAT - REGIONS**

- Tableau de suivi des CPER 2007-2014 et prévision des engagements de la vague 2015-2020 sur toute la période

## ANNEXE I

### EXAMEN APPROFONDI DE L'EXÉCUTION 2015 ET PRÉVISION D'EXÉCUTION 2016

La LOLF donne une importance particulière à l'examen de la gestion N-1. Il s'agit de tirer des enseignements du passé pour mieux préparer la gestion en cours et celle des années suivantes.

Les réunions techniques doivent s'inscrire dans cette démarche et accorder un temps suffisant à l'examen de la gestion 2015. Les échanges contribueront à préparer les rapports annuels de performances (RAP) 2015. Ils seront également utiles aux prévisions 2016 et à la préparation de la budgétisation 2017.

**1. L'analyse de la gestion 2015 fera l'objet d'une fiche dans laquelle les thèmes suivants seront abordés pour chaque programme :**

- Utilisation / mobilisation des crédits (T2 et HT2) :
  - Principaux choix de gestion et écarts avec la prévision initiale<sup>1</sup> ;
  - Utilisation des crédits (T2 et HT2) et des emplois qui a découlé des choix de gestion : nécessité de redéployer des crédits au sein du programme, de la mission, du ministère, et utilisation de la fongibilité asymétrique ;
- Analyse des déterminants de la dépense en exécution et écarts avec la prévision initiale (exemple : nombre de bénéficiaires d'une prestation versée par l'Etat, coût unitaire constaté, avancement des projets...) ;
- Autres facteurs expliquant l'exécution des crédits<sup>2</sup> (T2 et HT2) (facteurs organisationnels, architecture des BOP...) ;
- Analyse des restes à payer à fin 2015 et de leur évolution pluriannuelle (*a minima* sur la période 2012-2015) ;

---

<sup>1</sup> Présentée dans les PAP 2016.

<sup>2</sup> Il s'agit de présenter l'impact de facteurs, autres que les déterminants de la dépense, sur l'exécution : facteurs qui ont accéléré la consommation des crédits (consommation supérieure à la prévision ; par exemple la mise en place d'un service facturier qui accélère le traitement des factures) ou au contraire, facteurs qui en ont ralenti la consommation (par exemple la réorganisation d'un service gestionnaire qui a ralenti les ordonnancements...).

- **Analyse des charges à payer à fin 2015 et de leur évolution pluriannuelle (*a minima* sur la période 2012-2015). Il est rappelé que les charges à payer sont retracées, en comptabilité générale, dans le compte général de l'Etat qui est annexé à la loi de règlement. Leur connaissance enrichit l'analyse de l'exécution 2015 ainsi que la prévision d'exécution 2016 ;**

- S'agissant des opérateurs, une attention particulière sera portée aux versements effectifs de ces derniers au compte d'affectation spécial Pensions (CAS Pensions)<sup>3</sup> *via* les crédits « T3 CAS ». La liste des entités pour lesquelles les données d'exécution 2014 et 2015, et de prévision 2016 de ces versements sont indispensables figure en annexe à la présente fiche (cf. *infra*).

## **2. Une prévision d'exécution sera établie pour 2016 :**

Sur la base de l'analyse de 2015 et des informations disponibles vous réaliserez une prévision pour 2016 par programme.

L'exécution prévisionnelle des crédits sera présentée au niveau des briques de dépense dont la liste est stabilisée dans le cadre des référentiels d'activités. Les éventuels besoins de mouvements de crédits et la prévision de crédits non consommés en 2016 seront présentés par les ministères en cohérence avec les besoins prévus.

Un modèle de tableau est présenté ci-dessous, avec l'explicitation de son articulation avec les tableaux des DRICE et des DPG. Il reprend quasiment à l'identique le tableau proposé pour les réunions techniques 2014 puis 2015.

Il est rappelé que les crédits de T2 CAS n'ont pas vocation à être mobilisés pour financer des dépenses de T2 HCAS. Si un tel recyclage était inévitable, celui-ci serait identifié comme une fongibilité inter briques dans le classeur (modèle joint). Un gage à due concurrence est alors requis.

Les tableaux seront accompagnés d'une fiche explicative dans laquelle seront présentés :

- Les principaux faits marquants de la gestion ;

---

<sup>3</sup> Dès lors qu'ils rémunèrent directement des fonctionnaires titulaires, les opérateurs effectuent des versements au compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions ». Ces versements directs des opérateurs au CAS Pensions s'effectuent selon les modalités suivantes qui peuvent être combinées au sein d'un même opérateur :

- par le comptable assignataire de l'agent dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable (PSOP) ;
- par une direction régionale des finances publiques (DRFiP) dans le cadre d'une convention de paye à façon qui est un service de prise en charge de la paye proposé aux opérateurs par la direction générale des finances publiques (DGFIP) moyennant rémunération ;
- par l'opérateur lui-même s'il dispose d'un système de paye propre.

Les contributions indirectes au CAS « Pensions » versées par les ministères sur leurs crédits de titre 2 au titre d'agents affectés dans les opérateurs et les remboursements par l'opérateur à l'Etat de la rémunération d'agents mis à disposition (par rétablissements de crédits) ne doivent en revanche pas être pris en compte.

- La justification des éventuels besoins de dégels qui seront dans toute la mesure du possible limités à la fin de gestion ;
- La justification des mouvements de crédits ;
- Les éventuels aléas pesant sur la gestion ;
- Les voies et moyens pour couvrir des dépenses non prévues dans le budget initial. Si cela s'avère nécessaire au respect du plafond LFI 2016, des mesures seront proposées ;
- Les éventuelles marges en gestion d'ores et déjà identifiées, en particulier pour les dotations sensibles à une moindre inflation par rapport aux hypothèses de la LFI, feront l'objet d'un recensement dans le tableau prévu à cet effet ;
- Une attention particulière sera portée aux projets immobiliers en cours dont le financement sera précisé (par programme budgétaire, en explicitant, le cas échéant, les financements attendus sur le CAS et/ou le programme 309).

## Annexe 1.1 : modèle de classeur de prévision d'exécution 2016

Mission MMM Programme XXX																
					Crédits de paiement 2016						Restes à payer à fin 2016					
					Ressources						Prévisions					
Dépenses	LFI 2015 (CP)	LFR 2015 (CP)	Exécution en CP 2015	Charges à payer au titre de 2015	LFI 2016	réserve de précaution (-)	Reports entrants (prévision) (+)	ADP & FDC (prévision) (+)	ouvertures / annulations prévues (+ / -)	mouvements prévus ou réalisés (DV+DT+DDAI+FA) (+ / -)	fongibilité inter briques (*) (+ / -)	Prévision d'exécution 2016 (1)	Prévision de crédits non consommés	Restes à payer fin 2015 (2)	Plan d'engagements 2016 (3)	Restes à payer fin 2016 (4)=(2)+(3)-(1)
Total T2																
T2 hors CAS																
T2 CAS pensions																
Total HT2																
brique 1																
brique 2																
brique 3																
Etc...																

Autorisations d'engagement 2016													
Ressources													
Dépenses	LFI 2015 (AE)	LFR 2015 (AE)	Exécution en AE 2015		LFI 2016	réserve de précaution (-)	Reports entrants (prévision)	ADP & FDC (prévision)	ouvertures / annulations prévues	mouvements prévus ou réalisés (DV+DT+DDAI+FA)	fongibilité inter briques (*)	Plan d'engagements 2016 (3)	Prévision de crédits non consommés
Total T2													
T2 hors CAS													
T2 CAS pensions													
Total HT2													
brique 1													
brique 2													
brique 3													
Etc...													

(\*) la fongibilité inter briques est la faculté de réallouer des crédits au sein du programme, à l'exclusion de la fongibilité asymétrique



### **Modèle de classeur de prévision d'exécution 2016**

Le classeur joint reprend globalement le format de l'année 2015. Le seul changement réside dans le fait que la ressource disponible est désormais minorée du montant de la « réserve de précaution », afin de s'inscrire plus clairement dans une perspective de gestion.

Du fait des finalités différentes entre les exercices, les données qu'il vous est demandé de renseigner dans ces tableaux ne sont pas strictement identiques à celles demandées dans les DPG et CRG. En effet, les conférences techniques se distinguent de ces exercices dans leur but d'anticiper le plus en amont possible les mouvements et (ré) allocations de crédits nécessaires pour assurer la fin de gestion et la correcte attribution des ressources.

La partie « Ressources » des tableaux des conférences techniques reprend donc non seulement la totalité des données « Fonds de concours / Attributions de produits », « Mouvements » et « Reports » inscrites dans les DPG et CRG, mais également les ressources prévisionnelles non certaines telles qu'elles ont été détaillées notamment dans les DRICE. La colonne « fongibilité inter briques » est quant à elle spécifique à ce tableau en raison de maille d'analyse retenue.

La partie « Prévisions d'exécution 2016 » des tableaux des conférences techniques reprend les colonnes « Prévision d'exécution » des DPG et CRG.

Les données de la partie « Restes à payer » sont quant à elles spécifiques aux conférences techniques. Elles constituent une actualisation, au vue de l'exécution 2015 et de la LFI votée, des échéanciers présentés dans les projets annuels de performance annexés au PLF 2016.

**Mission MMM  
Programme XXX**

					Crédits de paiement 2016							Restes à payer à fin 2016				
Dépenses	LFI 2015 (CP)	LFR 2015 (CP)	Exécution en CP 2015	Charges à payer au titre de 2015	Ressources							Prévisions		Restes à payer fin 2015 (2)	Plan d'engagements 2016 (3)	Restes à payer fin 2016 (4)=(2)+(3)-(1)
					LFI 2016	réserve de précaution (-)	Reports entrants (prévision) (+)	ADP & FDC (prévision) (+)	ouvertures / annulations prévues (+ / -)	mouvements prévus ou réalisés (DV+DT+DDAI+FA) (+ / -)	fongibilité inter briques (*) (+ / -)	Prévision d'exécution 2016 (1)	Prévision de crédits non consommés			
Total T2																
T2 hors CAS																
T2 CAS pensions																
Total HT2			1		3	A + B + prévision éléments non certains					5					
brique 1																
brique 2																
brique 3																
Etc...																

**A + B + prévision  
éléments non certains**

					Autorisations d'engagement 2016								
Dépenses	LFI 2015 (AE)	LFR 2015 (AE)	Exécution en AE 2015		Ressources							Prévisions	
					LFI 2016	réserve de précaution (-)	Reports entrants (prévision)	ADP & FDC (prévision)	ouvertures / annulations prévues	mouvements prévus ou réalisés (DV+DT+DDAI+FA)	fongibilité inter briques (*)	Plan d'engagements 2016 (3)	Prévision de crédits non consommés
Total T2													
T2 hors CAS													
T2 CAS pensions													
Total HT2			2		4							6	
brique 1													
brique 2													
brique 3													
Etc...													

**A + B + prévision  
éléments non certains**

(\*) la fongibilité inter briques est la faculté de réallouer des crédits au sein du programme, à l'exclusion de la fongibilité asymétrique

**COMPTE RENDU DE GESTION AU PROGRAMME :**  
**Programmation des Crédits hors dépenses de personnel**

PROGRAMME XXX  
 Année de gestion : —

Ressources disponibles au : —/—/—	LFI		Réserve de précaution (montant positif)		Fonds de concours / Attributions de produits		Mouvements (virement, LFR, décret d'avance, transferts)		Report		TOTAL CREDITS DISPONIBLES	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
DRICE visé	4	3			A						0	0
Ressources actualisées											0	0

Ressources prévisionnelles sur mouvements certains	Fonds de concours / Attributions de produits		Mouvements (virement, LFR, décret d'avance, transferts)		Report		TOTAL RESSOURCES PREVISIONNELLES SUR MOUVEMENTS CERTAINS	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
DRICE visé			B				0	0
Ressources actualisées							0	0

TOTAL CREDITS DISPONIBLES ET MOUVEMENTS CERTAINS		
AE	CP	
DRICE visé	0	0
Ressources actualisées	0	0

Référentiel activités		Exécution N-1		Programmation													
				Programmation des ressources notifiées dans le DRICE (le cas échéant actualisées)		Exécution au 30/04/---- ou 31/05/----			Prévision d'exécution : (du 1er janvier jusqu'au 31 décembre)		Comparaison Prévision - Programmation		Programmation année N+1		Programmation année N+2 (facultatif)		
		AE	CP	AE	CP	AE	% conso AE	CP	% conso CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Libellé	code activité			(0)		(1)				(2)		(2)-(0)					
Activité 1	code activité	2	1					nd		nd	6	5	0	0			
Activité 2	code activité							nd		nd			0	0			
Activité 3	code activité							nd		nd			0	0			
Activité 4	code activité							nd		nd			0	0			
Activité 5	code activité							nd		nd			0	0			
Le cas échéant, niveau de regroupement d'activités pour la programmation		0	0	0	0	0	0	nd	0	nd	0	0	0	0	0	0	0
Activité 6	code activité							nd		nd			0	0			
Activité 7	code activité							nd		nd			0	0			
Activité 8	code activité							nd		nd			0	0			

## Annexe 1.2 : montant de la contribution employeur des opérateurs au CAS « Pensions »

### Mission MMM Programme XXX

**Montant des contributions employeur au CAS  
"Pensions" ("T3 CAS") au titre des personnels  
rémunérés par l'opérateur  
(pensions civiles des personnels titulaires de la  
fonction publique d'Etat)**

**Montant des contributions employeur au CAS "Pensions" ("T3 CAS") au titre des  
personnels rémunérés par l'opérateur  
(pensions civiles des personnels titulaires de la fonction publique d'Etat)**

(en M€, avec une décimale)

	Assiette 2014	Exécution 2014	Nombre d'effectifs concernés (ETPT)	Assiette 2015	Exécution 2015	Nombre d'effectifs concernés (ETPT)	Assiette 2016	Prévision d'exécution 2016	Nombre d'effectifs concernés (ETPT)
Opérateur 1									
Opérateur 2									
Opérateur 3									
Opérateur 4									
Opérateur 5									
Opérateur 6									
Opérateur 7									
...									
<b>TOTAL OPERATEURS DU PROGRAMME</b>		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>		<b>0,0</b>	<b>0,0</b>

**Liste des opérateurs ou catégories d'opérateurs PLF pour lesquels les données « T3 CAS » sont indispensables**

Ministère 2015	Mission (correspondant au programme chef de file)	Programme (chef de file)	Opérateur ou Catégorie d'opérateur PLF 2015	Bureau DB
MENESR	Enseignement scolaire	214	CEREQ	3BEN
MENESR	Enseignement scolaire	214	CIEP	3BEN
MENESR	Enseignement scolaire	214	CNED - Centre national d'enseignement à distance	3BEN
MENESR	Enseignement scolaire	214	ONISEP - Office national d'information sur les enseignements et les professions	3BEN
MENESR	Enseignement scolaire	214	SCEREN - Service culture, éditions, ressources pour l'éducation nationale	3BEN
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	172	CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives	3BEPII
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	172	CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	3MIREs
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	172	CNRS - Centre national de la recherche scientifique	3MIREs
MEIN	Recherche et enseignement supérieur	192	Ecoles des mines	3MIREs
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	150	établissements d'enseignement supérieur en RCE	3MIREs
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	172	IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	3MIREs
MEDDE	Recherche et enseignement supérieur	190	IFSTTAR - Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux	3MIREs
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	172	INED - Institut national d'études démographiques	3MIREs
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	172	INRA - Institut national de la recherche agronomique	3MIREs
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	172	INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique	3MIREs
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	172	INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale	3MIREs
MEIN	Recherche et enseignement supérieur	192	Institut Mines-Télécom	3MIREs
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	172	IRD - Institut de recherche pour le développement	3MIREs
MEDDE	Recherche et enseignement supérieur	190	IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire	3MIREs
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	172	IRSTEA (ex-CEMAGREF) - Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts	3MIREs
MENESR	Recherche et enseignement supérieur	231	Réseau des oeuvres universitaires et scolaires	3MIREs
MEIN	Recherche et enseignement supérieur	192	SUPELEC - Ecole supérieure d'électricité	3MIREs
MCC	Recherche et enseignement supérieur	186	Universcience	3MIREs
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	174	ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs	3BEPII
MEIN	Économie	134	AFII - Agence française pour les investissements	3BEPII

			internationaux	
MEIN	Économie	134	LNE - Laboratoire national de métrologie et d'essais	3BEPII
MEIN	Économie	134	Ubifrance	3BEPII
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	170	Météo-France	4BDD
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	159	IGN - Institut national de l'information géographique et forestière (fusion de l'IGN et de l'IFN)	4BLVT
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	113	AAMP - Agence des aires marines protégées	4BDD
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	181	ADEME	4BDD
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	113	CELRL - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	4BDD
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	217	ENPC - Ecole nationale des ponts et chaussées	4BDD
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	217	ENTPE - Ecole nationale des travaux publics de l'Etat	4BDD
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	113	GIP ATEN - Atelier technique des espaces naturels	4BDD
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	181	INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques	4BDD
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	113	ONCFS - Office national de la chasse et de la faune sauvage	4BDD
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	113	Parcs nationaux	4BDD
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	217	CEREMA	4BDD
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	174	ANGDM - Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs	4BDD
SPM	Egalité des territoires, logement et ville	147	ACSE - Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances	4BLVT
METL	Egalité des territoires, logement et ville	135	ANAH	4BLVT
SPM	Egalité des territoires, logement et ville	147	ANRU - Agence nationale pour la rénovation urbaine	4BLVT
METL	Egalité des territoires, logement et ville	135	CGLLS - Caisse de garantie du logement locatif social	4BLVT
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	203	AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France	4BT
MEDDE	Écologie, développement et aménagement durables	203	VNF - Voies navigables de France	4BT
MINDEF	Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	169	ONAC - Office national des anciens combattants	5BDM
MINDEF	Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	169	INI	5BDM
MINDEF	Défense	212	ECPAD (civils + militaires)	5BDM
MINDEF	Défense	144	ENSIETA Bretagne	5BDM
MINDEF	Défense	144	ENSTA ParisTech	5BDM
MINDEF	Défense	144	ISAE	5BDM
MINDEF	Défense	212	Musée de la marine	5BDM
MINDEF	Défense	212	Musée de l'air et de l'espace	5BDM
MINDEF	Défense	212	Musée de l'armée	5BDM
MINDEF	Défense	144	ONERA - Office national d'études et de recherche aérospatiales	5BDM
MINDEF	Défense	212	SHOM (civils) contribution au CAS	5BDM
MINDEF	Défense	144	X - Polytechnique	5BDM
MINT	Administration générale et territoriale de l'État	307	ANTS - Agence Nationale des Titres Sécurisés	5BIAG

MINT	Administration générale et territoriale de l'État	216	Conseil National des Activités Privées de Sécurité	5BIAG
SPM	Direction de l'action du Gouvernement	129	Chancellerie de l'Ordre de la Libération	5BIAG
SPM	Direction de l'action du Gouvernement	129	Grande chancellerie de la Légion d'Honneur	5BIAG
SPM	Direction de l'action du Gouvernement	129	IHEDN- Institut des hautes études de la Défense nationale - civils	5BIAG
SPM	Direction de l'action du Gouvernement	129	IHEDN- Institut des hautes études de la Défense nationale - militaires	5BIAG
SPM	Direction de l'action du Gouvernement	129	INHES-J - Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice - civils	5BIAG
SPM	Direction de l'action du Gouvernement	129	INHES-J - Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice - militaires	5BIAG
SPM	Direction de l'action du Gouvernement	129	OFDT - Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies	5BIAG
MINT	Immigration, asile et intégration	303	OFPRA	5BIAG
MINT	Sécurité	176	ENSPolice	5BIAG
MASS	Solidarité, insertion et égalité des chances	124	Agences régionales de santé	6BSI
MASS	Santé	204	ABM - Agence de biomédecine	6BCS
MASS	Santé	204	AFSSAPS (ANSM)	6BCS
MASS	Santé	204	ATIH - Agence technique de l'information et de l'hospitalisation	6BCS
MASS	Santé	204	CNG - Centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la fonction publique hospitalière	6BCS
MASS	Santé	204	EHESP	6BCS
MASS	Santé	204	EPRUS - Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires	6BCS
MASS	Santé	204	INCa - Institut National du Cancer	6BCS
MASS	Santé	204	INPES - Institut national de prévention et d'éducation pour la santé	6BCS
MASS	Santé	204	InVS - Institut de veille sanitaire	6BCS
MTEDS	Travail et emploi	155	CEE - Centre d'études de l'emploi	6BEFP
MTEDS	Travail et emploi	155	INTEFP - Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle	6BEFP
MEDDE	Régimes sociaux et de retraite	197	ENIM	6BRS
MAAF	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	206	ANSéS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail	7BA
MAAF	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	154	ASP - Agence de services et de paiements	7BA
MAAF	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	149	CNPF	7BA
MAAF	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	154	GIP - Pulvés	7BA
MAAF	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	154	IFCE - Institut français du cheval et de l'équitation	7BA
MAAF	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	154	INAO	7BA
MAAF	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	154	ODEADOM	7BA
MAAF	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	154	France Agri Mer	7BA

MAAF	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	149	ONF - Office national des forêts	7BA
MAE	Action extérieure de l'État	185	AEFE - Agence pour l'enseignement français à l'étranger	7BAED
MAE	Action extérieure de l'État	185	Institut Français	7BAED
MINT	Immigration, asile et intégration	104	OFII	7BAED
MCC	Culture	175	Musée du Louvre	8BCJS
MCC	Médias, livre et industries culturelles	334	BnF - Bibliothèque nationale de France	8BJM
MCC	Culture	175	CAPA - Cité de l'architecture et du patrimoine	8BCJS
MCC	Culture	175	CMN - Centre des monuments nationaux	8BCJS
MCC	Culture	175	CNAC-GP	8BCJS
MCC	Culture	131	Comédie Française	8BCJS
MCC	Culture	224	Conservatoire de musique de Lyon	8BCJS
MCC	Culture	224	Conservatoire de musique de Paris	8BCJS
MCC	Culture	224	Ecole du Louvre	8BCJS
MCC	Culture	224	ENSBA - Ecole nationale supérieure des beaux-arts	8BCJS
MCC	Culture	175	EPV - Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles	8BCJS
MCC	Culture	175	Fontainebleau	8BCJS
MCC	Culture	224	INP - Institut national du patrimoine	8BCJS
MCC	Culture	175	INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives	8BCJS
MCC	Culture	175	Musée d'Orsay	8BCJS
MCC	Culture	175	Musée Guimet	8BCJS
MCC	Culture	175	Musée Rodin	8BCJS
MCC	Culture	131	Opéra national de Paris	8BCJS
MCC	Culture	224	OPPIC - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture	8BCJS
MCC	Culture	175	Rmn-GP	8BCJS
MVJS	Sport, jeunesse et vie associative	163	ASC - Agence du Service Civique	8BCJS
MVJS	Sport, jeunesse et vie associative	219	CREPS	8BCJS
MVJS	Sport, jeunesse et vie associative	219	ENSM - école nationale des sports de montagne	8BCJS
MVJS	Sport, jeunesse et vie associative	219	ENVSN - école nationale de voile et des sports nautiques	8BCJS
MVJS	Sport, jeunesse et vie associative	163	INJEP - Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire	8BCJS
MVJS	Sport, jeunesse et vie associative	219	INSEP	8BCJS
MVJS	Sport, jeunesse et vie associative	219	MNS - Musée national du sport	8BCJS
MDFP	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	148	ENA - Ecole nationale d'administration	8BEFOM
MDFP	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	148	IRA - Instituts régionaux d'administration	8BEFOM
MEIN	Économie	134	ANFR - Agence nationale des fréquences	8BJM
JUSTICE	Justice	310	APIJ/EPPJP	8BJM
JUSTICE	Justice	107	ENAP	8BJM
JUSTICE	Justice	166	ENM - Ecole nationale de la magistrature	8BJM
MCC	Médias, livre et industries culturelles	334	CNL-Centre national du livre	8BJM



### Annexe 1.3 : marges en gestion identifiées

## MARGES EN GESTION IDENTIFIEES

[illegible]

## ANNEXE II

### DEPENSES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

L'enjeu des conférences techniques de l'année 2016 est double : il s'agit d'une part d'analyser l'exécution de l'année 2015 en crédits et en emplois, afin de préparer les rapports annuels de performance 2015 et de réaliser une prévision d'exécution pour l'année 2016, et d'autre part de préparer la budgétisation du budget 2017 et déterminer un tendanciel jusqu'en 2019.

Le format des tableaux, dans la continuité de 2015, tient compte du souci de simplifier, autant qu'il est possible, les demandes d'information aux ministères faisant l'objet d'échanges avec les bureaux de la direction du budget, tout en proposant des formats en adéquation avec ceux demandés dans les documents prévisionnels de gestion des emplois et des crédits de personnel (DPGEC). Les ministères veilleront donc à la cohérence des données entre ces documents.

Les tableaux ci-joints s'organisent en deux parties :

- l'analyse de l'exécution 2015 et la prévision d'exécution pour l'année 2016 ;
- la détermination du tendanciel pour les années 2017 à 2019.

Les ministères sont invités à utiliser l'outil de budgétisation des dépenses de personnel (« outil 2BPSS ») qui permet de renseigner certains des tableaux demandés (cf. Circulaire 2BPSS-15-4116 (NOR : FCPB1530451C) du 28/12/2015 relative à l'actualisation de l'outil 2BPSS d'aide à la budgétisation des dépenses de personnel).

#### **I- Analyse de l'exécution des crédits de titre 2 et des emplois en 2015 et prévision d'exécution 2016 (tableaux 1 à 10)**

##### **A. Analyse de l'exécution 2015 des crédits de titre 2, prévision d'exécution 2016 et tendanciel 2017 à 2019 (tableaux 1 à 7)**

Cette analyse se concentrera sur les points suivants :

- L'analyse de l'écart à la LFI de l'exécution des crédits de titre 2 en 2015 (par ministère), à partir notamment de l'analyse du solde de fin de gestion, des mouvements de fongibilité asymétrique non technique et des éventuelles annulations / ouvertures de crédits.

- La détermination des assiettes du CAS « Pensions » et les éléments d'évolution sous-jacents à la détermination de ces assiettes ; pour mémoire, l'assiette du CAS est constituée du traitement indiciaire brut, de la NBI, ainsi que des indemnités qui entrent dans cette assiette (sur ce dernier point, les ministères veilleront à préciser quelles indemnités entrent dans leur assiette du CAS « Pensions » ; exemple : ISSP).

**Un soin particulier devra être attaché à la détermination de ces assiettes :**

- **compte-tenu des règles budgétaires en vigueur pour ce qui concerne la norme de dépenses de l'État hors charge de la dette et pensions**, sous-jacente à la budgétisation 2017, et excluant de fait les contributions de l'État au CAS « Pensions ». Par conséquent, afin de ne pas dégrader la norme de dépense et d'assurer en outre un niveau de ressources suffisant au CAS Pensions, l'enveloppe de T2 CAS ne peut en aucun cas servir au financement de dépenses d'une autre nature (besoin sur le T2 HCAS ou sur d'autres titres de dépenses).

\* Le montant des différents éléments constituant l'assiette du CAS en exécution 2015 sera détaillé.

\* Les écarts pouvant être constatés entre les assiettes du CAS sous-jacentes à la loi de finances initiale pour 2015 et l'exécution 2015 devront être analysés. Les sources d'écarts peuvent notamment être les suivantes : erreur dans la détermination des assiettes, écarts sur les crédits de HCAS entraînant « mécaniquement » des écarts sur l'assiette du CAS, modification des modes de recrutement (contractuels au lieu de titulaires), modification de la nature des mesures catégorielles (mesures indemnitaires « ne cotisant pas » au CAS au lieu de mesures statutaires par exemple), modification de la pyramide des âges pouvant avoir un impact sur les assiettes (recrutement de personnels plus jeunes touchant moins de primes non soumises à cotisation par rapport à des personnels plus âgés).

\* L'impact des facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS sur l'assiette du CAS devra être présenté pour déterminer l'assiette prévue en 2016.

- La fongibilité asymétrique, en faisant la distinction entre la fongibilité dite « technique » et la fongibilité non technique, liée à des efforts de gestion, et en rappelant les fongibilités asymétriques consolidées en LFI 2016.

- La détermination des éléments à retraiter de l'exécution 2015 et du socle d'exécution 2015 retraité à partir duquel pourront être appliqués les différents facteurs d'évolution de la masse salariale pour l'année 2016, afin d'établir une prévision d'exécution. S'agissant des mesures de transfert et de périmètre, il conviendra, dans la mesure du possible, de ne pas se limiter à la simple reprise des hypothèses sous-jacentes à la budgétisation mais de prendre en compte l'exécution réelle.

- La détermination des principaux facteurs d'évolution de la masse salariale (GVT, mesures générales, mesures catégorielles, incidence du schéma d'emplois) en 2015 (exécution), en 2016 (prévision) et de 2017 à 2019 (tendanciel). Les ministères porteront une attention particulière aux évolutions de périmètre (transferts entre l'Etat et les opérateurs, décentralisation le cas échéant...).

L'estimation du GVT doit faire l'objet d'échanges avec les bureaux sectoriels de la direction du budget.

- Les mesures catégorielles : un échange devra avoir lieu sur la nature et le coût des mesures catégorielles réellement exécutées en 2015, et celles qu'il est prévu de mettre en œuvre en 2016. Vous veillerez à la distinction entre la dépense liée aux mesures catégorielles déjà mises en œuvre (effet extension année pleine) et celle liée aux mesures catégorielles nouvelles de l'année considérée.

- Les mesures de restructuration : la prévision 2016 des dépenses indemnitaires liées aux restructuration devra distinguer les coûts associés à la réforme territoriale pour lesquels une enveloppe budgétaire spécifique a été mise en place : cela concerne les primes mises en place par le décret n° 2015-1120 du 4 septembre 2015, à savoir la PARRE, ainsi que les versements associés de compléments à la mobilité du conjoint et d'indemnités de départ volontaire.

Pour rappel, une enveloppe de financement est portée par le programme budgétaire 551 « Provision relative aux rémunérations publiques », à hauteur de 11,4 M€ pour 2016. La répartition des crédits en gestion entre ministères et programmes interviendra par arrêté du ministre chargé des finances, conformément à l'article 11 de la LOLF, en tenant compte des prévisions de dépenses transmises lors des conférences budgétaires et de la dépense effective constatée en paye.

- La détermination des coûts moyens d'entrée et de sortie par catégorie d'emplois, qui permet de calculer l'incidence du schéma d'emplois en crédits ainsi que le GVT négatif.

- La prévision d'exécution pour 2016 devra également prendre en compte l'impossibilité de recycler des crédits de cotisations (T2 CAS) disponibles pour combler d'éventuelles insuffisances de crédits de rémunérations (T2 HCAS).

## **B. Analyse de l'exécution des emplois (tableaux 8 à 10)**

En cohérence avec les informations sollicitées dans les RAP 2015, les informations demandées portent sur les points suivants :

- La détermination de la consommation en emplois (ETPT) en 2015, à partir de l'outil CHORUS. Comme pour le RAP 2014, les données restituées doivent faire l'objet de retraitements de différentes natures, notamment pour les ETPT hors PSOP calculés par CHORUS, en cohérence avec la règle de décompte des emplois sous-jacente aux plafonds d'emplois autorisés en LFI 2015. Le tableau proposé permet, une fois les retraitements opérés et les éventuels transferts de gestion pris en compte, d'apprécier le respect par le ministère du plafond d'emplois arrêté en loi de finances initiale. Les écarts au plafond voté en 2015 seront détaillés et expliqués (notamment le niveau des vacances structurelles d'emplois).

- La ventilation par catégorie d'emplois de la consommation des plafonds d'emplois 2015 et de la prévision de consommation des plafonds d'emplois 2016.

- Les flux d'effectifs entrants et sortants par catégorie d'emplois. Une attention particulière sera portée à l'estimation des flux de départs, notamment de départs en retraite qui devront avoir fait l'objet d'échanges avec le bureau sectoriel concerné de la direction du budget. Dans toute la mesure du possible, ces départs en retraite seront répartis entre les départs constatés en administration centrale, et ceux étant intervenus au sein des services déconcentrés. Des explications précises et détaillées devront être fournies concernant la méthodologie retenue pour l'établissement des prévisions de départs. Seront par ailleurs indiquées les dates moyennes réelles d'arrivée et de départ au cours de l'année 2015 par catégorie d'emplois. Ce tableau permettra par ailleurs de déterminer le niveau de réalisation du schéma d'emplois en exécution 2015, en prévision d'exécution 2016 par rapport à celui prévu en loi de finances initiale et en tendanciel 2017-2019 ; les écarts éventuels seront

détaillés et expliqués. Le cas échéant, la décomposition des flux pourra être réalisée au niveau du programme.

- L'impact de la décentralisation et des transferts avec les opérateurs, pour lesquels il conviendra, dans la mesure du possible, de ne pas se limiter à la simple reprise des hypothèses sous-jacentes à la budgétisation mais de prendre en compte l'exécution réelle.

- Toute création, suppression, modification de libellé ou de contenu des catégories d'emplois qui serait envisagée pour 2017 devra être portée à la connaissance des bureaux de la direction du budget à l'occasion des conférences techniques. Vous veillerez notamment à prendre en compte les modifications de périmètre (transferts entre ministères, mise en œuvre d'une délégation de gestion...) qui pourraient justifier de tels changements.

## **II- Détermination de la prévision d'exécution pour l'année 2016 et du tendancier pour les années 2017 à 2019 (tableau 11 et tableaux 2, 5, 6, 9, 10)**

**Les conférences techniques de l'année 2016 ont également pour objet de parvenir à la définition d'un tendancier des dépenses de titre 2 pour les années 2017 à 2019.**

La construction de ce tendancier, qui ne constitue pas une cible de dépense, reposera en particulier sur les hypothèses suivantes :

- stabilité du point fonction publique au niveau atteint au 1<sup>er</sup> juillet 2010, soit 55,5635 €;
- respect de l'impact en 2017 des mesures catégorielles arbitrées dans la loi de finances initiale de 2016 et absence de mesures nouvelles ;
- respect **des schémas et plafonds d'emplois issus de la loi de programmation des finances publiques 2014-2019, actualisés des arbitrages intervenus en 2015, relatifs notamment au plan de lutte anti-terroriste et à l'actualisation de la loi de programmation militaire** ; au-delà de 2017, l'hypothèse de stabilité des effectifs est retenue ; les prévisions de départs en retraite seront pour leur part si possible réparties entre l'administration centrale et les services déconcentrés ; la méthodologie d'établissement de ces prévisions devra faire l'objet d'échanges avec le bureau sectoriel de la direction du budget ;
- prise en compte de la mise en œuvre du protocole « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) ;
- enfin, prise en compte des effets de périmètre (décentralisation, transferts vers ou depuis les opérateurs...) envisagés pour la période 2017-2019.

### ANNEXE III

#### TENDANCIEL POUR LES ANNEES 2017-2019

Les réunions techniques seront l'occasion d'un échange sur l'évolution tendancielle des dépenses dont vous assurez le pilotage, afin d'inscrire les travaux 2016 dans une perspective pluriannuelle.

Vous analyserez ainsi l'évolution tendancielle (en crédits de paiement) des dépenses de vos programmes pour les années 2017-2019 en vue de déterminer les premières estimations de dépenses sous norme à politique inchangée (mesures inscrites en LFI mais aussi dernières orientations fixées par le Président de la République).

Les travaux porteront notamment sur les dépenses qui se prêtent par nature à l'exercice de détermination des tendancielles (dépenses dites de guichet par exemple) et pour lesquelles des évolutions substantielles des déterminants sous-jacents existent depuis la finalisation du budget pluriannuel de l'État au mois de septembre 2014. Vous déterminerez, en collaboration avec vos interlocuteurs de la direction du budget, les dépenses entrant dans ce cadre d'analyse et réaliserez l'évaluation de l'impact financier pour les années 2017-2019 des évolutions observées, en vous appuyant notamment sur l'analyse de l'exécution 2015 et de la prévision d'exécution pour 2016.

Vous préparerez pour chacune des dépenses examinées une fiche détaillant les évolutions de leurs déterminants ainsi que les principales hypothèses et méthodes retenues pour l'évaluation de l'impact financier de ces évolutions (cf. *infra*). Vous complèterez pour chacun de vos programmes un tableau de synthèse dont le modèle est présenté ci-après.

Parallèlement à l'élaboration de ce tendanciel, vous proposerez toute mesure visant à plafonner les taxes affectées non plafonnées, abaisser les plafonds des taxes affectées plafonnées ou rebudgétiser les taxes affectées, conformément à l'article 16 de la LPFP 2014-2019. A cet égard, un modèle de tableau figure en annexe (cf. *infra*).

## TENDANCIEL 2017-2019 – FICHE(S) DÉTAILLÉE(S)

(fournir une fiche par brique de budgétisation retenue pour la discussion sur les tendanciel)

Programme :

Dépense considérée :

Brique(s) impactée(s) :

<i>En M€</i>	<b>EXE 2015</b>	<b>LFI 2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	
AE						
CP						

### **DONT COUVERTURE DES RESTES À PAYER AU 31/12/2015** (*le cas échéant, et en cohérence avec les données de l'annexe V*)

- montant :
- rythme d'apurement proposé :

<i>En M€</i>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>au-delà</b>
CP			

### **ENGAGEMENTS PLURIANNUELS** (*le cas échéant*)

Type d'engagement (contrat, convention, contrats de projet État-régions...).

Recensement des contrats de partenariats (PPP) ou équivalent (délégation de service public, etc.) conclus en 2015 ou avant et prévus pour 2016.

### **DÉTERMINANTS PHYSIQUES ET FINANCIERS**

Hypothèses / facteurs d'évolution pris en compte dans le tendanciel :

- Nombre de bénéficiaires
- Coût moyen
- ...

En cas d'indexation préciser la sensibilité de la dépense (coût pour une hausse de 0,1% de l'hypothèse d'inflation ou de l'indice de référence).

### **COMMENTAIRES**

# Modèle de classeur de suivi du tendancier

## TENDANCIEL 2017-2019 (en M€)

Mission :

Mission	N° prog.	Programme	N° brique	Titre	Intitulés des briques	Label	Exec 2015		LFI 2016		Plafond LPFP 2017		Tendancier 2017-2019					
							AE	CP	AE	CP	AE	CP	2017		2018		2019	
0					TOTAL Mission Hors Cas (HT2+T2 HCas)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0					TOTAL Mission (T2 + HT2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0				t2	TOTAL Mission T2		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0				t2	Total T2 hors CAS Mission	t2_remu	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0				t2	Total T2 CAS pensions Mission	t2_CAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0				ht2	TOTAL Mission HT2		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0					Total T2		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0				t2	T2 - rémunérations	t2_remu												
0				t2	T2 - contribution au CAS	t2_CAS												
0					Total HT2		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0				ht2														
0				ht2														
0				ht2														
0				ht2														
0				ht2														
0				ht2														
0				ht2														
0				ht2														



## MESURES D'ECONOMIES - TAXES AFFECTEES

[illegible]

## ANNEXE IV : OPERATEURS DE L'ÉTAT

Les conférences techniques devront permettre :

- de signaler les évolutions attendues sur le périmètre des opérateurs de l'État ;
- d'examiner leurs plafonds d'emplois, schémas d'emplois et éventuelles mesures techniques déjà connues.

### **1. Périmètre**

Vous veillerez à signaler toutes les modifications attendues en 2016 sur le périmètre des opérateurs dans la perspective de la construction du PLF pour 2017 : création ou fusion d'établissements, dissolution, modification de nom ou de statut notamment.

**Toute modification significative fera l'objet du renseignement d'une fiche de qualification (onglet « 1- FQ-OPE »).**

Le document de référence pour le périmètre 2016 est la liste publiée dans l'annexe au projet de loi de finances pour 2016 relative aux opérateurs de l'État (liste principale et détail des catégories d'opérateurs) et qui est mise à votre disposition pour mémoire dans les onglets « pm. PLF16 Liste des opérateurs » et « pm. PLF16 Détail des catégories ».

### **2. Plafonds d'emplois (onglet « 2-OPE-Emplois »)**

L'étude des plafonds d'emplois portera à la fois sur des données d'exécution 2015, sur la prévision d'exécution 2016 et sur la prévision 2017 à 2019.

Il est rappelé que, depuis le PLF 2015, les plafonds d'emplois des opérateurs de l'État sont fixés en ETPT (plafond d'emplois en ETPT, schéma d'emplois en ETP).

L'onglet concernant les emplois des opérateurs de l'État (à renseigner par mission) comporte dorénavant un seul tableau :

- a) Estimation 2015 et prévision 2016-2019 des emplois rémunérés par les opérateurs de l'État en ETPT (moyenne annualisée)

Le tableau sera complété des prévisions d'emplois sous plafond pour l'exécution ou la prévision d'exécution 2015, la prévision d'exécution 2016 et la prévision en tendanciel pour les années 2017 à 2019. La ventilation par opérateur en 2017 doit respecter le schéma d'emplois calculé pour le programme à partir des arbitrages du budget triennal 2015-2017, intégrant éventuellement les arbitrages de la LFI 2016.

- b) Schémas d'emplois arbitrés 2015-2017 (arbitrage du budget triennal 2015-2017 et intégrant les arbitrages de la LFI 2016 pour les emplois sous plafond)

Le tableau permettra également de rappeler le taux d'effort moyen de 2015 à 2017 par programme, le schéma d'emplois 2017 conforme aux arbitrages du triennal et intégrant les éventuels arbitrages de la LFI 2016, et ainsi calculer le plafond de référence pour 2017. Il est

rappelé que les schémas d'emplois doivent correspondre à des suppressions effectives d'emplois et non d'emplois vacants, et par conséquent conduire à une baisse effective des dépenses de personnel.

### **Rappel de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2014-2019**

La LPFP 2014-2019 prévoit un certain nombre de mesures et de règles concernant les agences/opérateurs :

- stabilité des emplois de l'État et de ses opérateurs jusqu'en 2017 (article 9) ;
- concernant les taxes affectées (article 26) :
  - ✓ elles doivent être systématiquement plafonnées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;
  - ✓ dans le cas où les taxes affectées ne seraient pas plafonnées, il est prévu une rebudgétisation de ces taxes, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;
  - ✓ en cas d'instauration d'une nouvelle taxe affectée, celle-ci devra faire l'objet d'un gage ;
  - ✓ enfin, les agences qui recouvrent elles-mêmes leur taxe affectée doivent transmettre à leur tutelle toutes informations utiles sur les assiettes et le produit des taxes ;
- la règle d'interdiction d'endettement des ODAC est renouvelée (article 24) ;
- les opérateurs sont contraints par de nouvelles obligations et des mesures de transparence, publiées notamment dans le jaune « opérateurs » et utilement mobilisables dans le cadre de l'exercice de la tutelle (articles 25 et 26) : information sur les créations/suppressions annuelles d'opérateurs et autres organismes publics contrôlés par l'État ; information sur l'évolution de la masse salariale ; informations sur la politique immobilière ; publication de la somme des dix plus importantes rémunérations brutes de l'établissement ;
- concernant les PPP, la LPFP prévoit de sécuriser leur recours par les ODAC et les établissements de santé en interdisant la signature directe des contrats par ces entités ; concrètement, les ODAC et les hôpitaux devront donc désormais s'appuyer sur leurs tutelles pour négocier et signer les contrats (article 34).

Pour toute question n'hésitez pas à contacter le bureau budgétaire *ad hoc* ou le bureau des « opérateurs » de l'État :

[assistance-operateurs.budget@finances.gouv.fr](mailto:assistance-operateurs.budget@finances.gouv.fr)

## CONSTRUCTION ET SUIVI DE PLAFONDS D'EMPLOIS EN ETPT POUR LES OPERATEURS

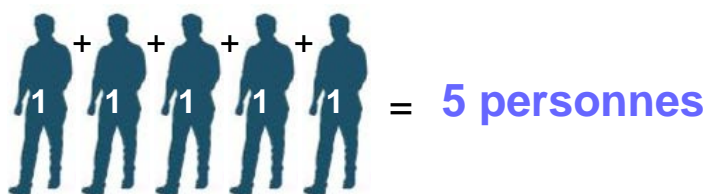
### FICHE METHODOLOGIQUE

Cette fiche présente la méthodologie de construction et de suivi d'un plafond en ETPT.

#### I- Rappel des trois principales unités de consommation d'emplois

##### *Effectifs physiques*

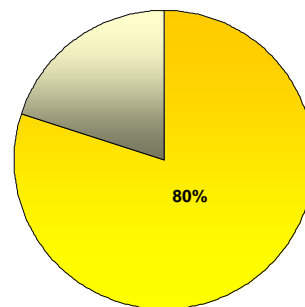
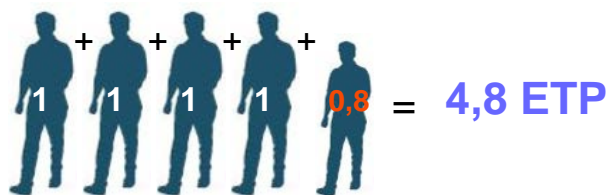
Il s'agit des personnes physiques occupant un poste de travail à une date donnée. Les effectifs physiques peuvent s'apprécier comme le décompte des numéros d'inscription au répertoire INSEE (NIR).



##### *Équivalent temps plein emploi (ETP)*

Cette unité prend en considération la quotité de travail, mais pas la durée d'activité. Il s'agit donc des effectifs physiques de l'établissement, corrigés de la quotité de temps travaillée. Les personnes travaillant à temps complet comptent donc pour 1, et les personnes travaillant à temps partiel comptent pour : 1 X la durée de temps de travail effectif.

*Ex : un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail 80 %) correspond à 0,8 ETP.*



##### *Équivalent temps plein travaillé (ETPT)*

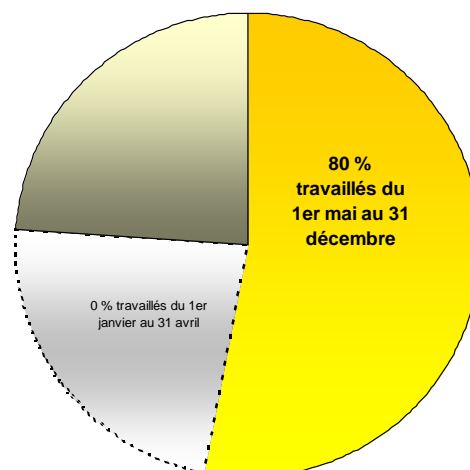
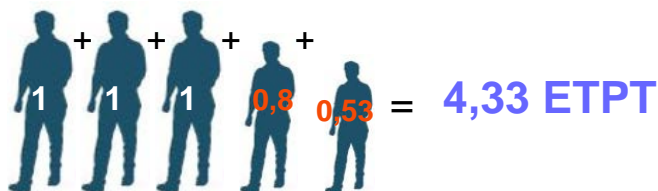
L'équivalent temps plein travaillé annuel (ETPT) permet d'inclure dans le décompte la durée de la période de travail des agents sur l'année civile. En effet, tous les effectifs ne sont pas présents du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année.

L'ETPT permet donc de valoriser les ETP en fonction de leur date réelle d'arrivée et de départ dans l'année. Les personnes travaillant à temps complet du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre comptent pour 1, et les personnes travaillant à temps complet mais sur une période définie dans l'année comptent pour 1 X la durée de leur présence réelle sur l'année civile.

De la même manière, les agents travaillant à temps partiel et sur une période définie dans l'année comptent pour 1 X la durée de leur temps de travail effectif X la durée de leur présence réelle sur l'année.

*Ex : Un agent qui travaille à temps partiel (80%)  
du 1er Mai au 31 décembre*

$$1 \times 0,8 \times 8 \text{ mois} / 12 \text{ mois} = 0,53 \text{ ETPT}$$



*! Rappel : La sur-rémunération des temps partiels ne consomme pas d'ETPT.*

## II- Le suivi d'un plafond d'emplois en ETPT

*Exemple d'un agent ayant travaillé à temps partiel (80%) du 15 mai au 30 septembre.*

	ETP mensuels	ETPT mensuels	Moyenne ETPT mensuels
Janvier			
Février			
Mars			
Avril			
Mai	0,8	0,4	0,08
Juin	0,8	0,8	0,20
Juillet	0,8	0,8	0,29
Août	0,8	0,8	0,35
Septembre	0,8	0,8	0,40
Octobre			0,36
Novembre			0,33
Décembre			0,30

1- L'agent n'a travaillé que 15 jours au mois de mai, il est donc nécessaire de prendre uniquement en compte les jours de présence de l'agent ( en fonction de ses dates d'entrée et de sortie)

2 - Les ETPT annuels sont obtenus en additionnant les ETPT mensuels depuis le 1er janvier d'une année civile, cette somme étant ensuite divisée par le nombre de mois décomptés. La consommation annuelle en ETPT est donc égale à la moyenne sur 12 mois des consommations exprimées en ETPT mensuels.

$$0,4 + 0,8 + 0,8 + 0,8 + 0,8 = 0,30$$

12

**En cours d'année, la moyenne des ETPT mensuels correspond à la somme des ETPT mensuels sur la période considérée divisée par le nombre de mois de cette période.**

**Les ETPT annuels correspondent à la moyenne sur 12 mois des consommations exprimées en ETPT mensuels.**

**C'est cette moyenne annualisée qui servira de référence pour la fixation du plafond de la loi de finances.**

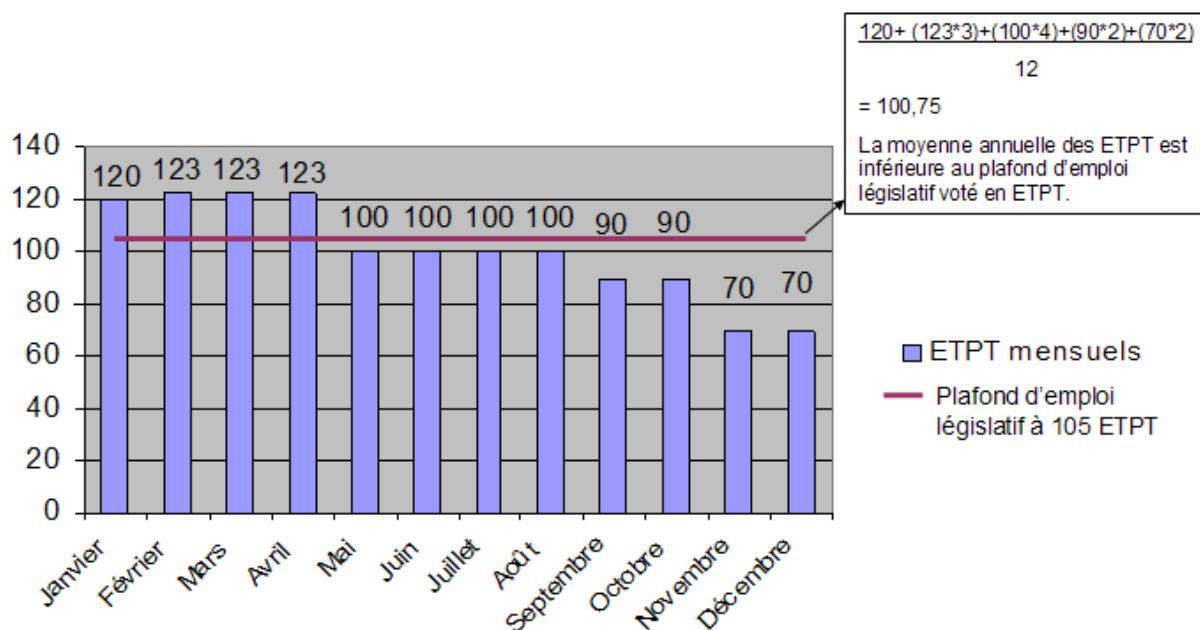
### *Le schéma d'emplois*

**Le schéma d'emplois est arbitré chaque année en PLF en ETP**, sans préciser les dates d'entrée et de sortie. Il représente le solde des entrées et des sorties d'ETP prévues entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N+1.

Le schéma d'emplois est sous-jacent au calcul du plafond d'emplois. Les plafonds d'emplois de l'année n+1 sont calculés en fonction des effets en ETPT des schémas d'emplois arbitrés en ETP pour les années N et N+1.

### *Le plafond d'emplois*

**Le respect du plafond d'emploi en ETPT s'apprécie en moyenne annualisée.** L'ETPT mensuel ne permet donc pas de vérifier le respect du plafond d'emplois et il peut être temporairement supérieur au plafond annuel mensualisé par 1/12<sup>èmes</sup> égaux. Ainsi, le suivi du respect du plafond d'autorisation d'emplois implique que le gestionnaire définisse un scénario prévisionnel de gestion des effectifs se traduisant par un schéma prévisionnel de consommation du plafond au cours de l'année.



Le respect du plafond d'emplois s'appréciant en moyenne annualisée, **l'effet des pics d'activité en cours d'année peut être résorbé par un ajustement à la baisse les autres mois de l'année.**

### III. Calibrage d'un plafond prévisionnel en ETPT en N+1

#### *1/ Le calibrage du premier plafond d'emplois annuel par l'exécution*

---

##### **Exécution de l'année 2013 ou prévision d'exécution 2013**

- +/- Impact sur l'année 2014 des créations et suppressions d'emplois intervenues en 2013
- +/- Impact sur l'année 2014 des créations et suppressions d'emplois arbitrées pour 2014
- +/- solde des mesures de transfert et de périmètre prévues en 2014
- +/- solde des mesures de corrections techniques prévues en 2014
- = **PLF de l'année 2014**

NB : La prévision d'exécution 2016 peut être calculée de manière analogue à partir de l'exécution 2014 en ETPT qui est connue.

#### *2/ Le calibrage du plafond d'emplois annuel entre chaque PLF*

---

- +/- Amendements sur le plafond d'emplois du PLF 2014

##### **= LFI 2014**

- +/- Impact sur l'année 2015 des créations et suppressions d'emplois arbitrées en 2014
- +/- Impact sur l'année 2015 des créations et suppressions d'emplois prévues en 2015
- Mesures d'abattements de la vacance structurelle prévues en 2015
- +/- Solde des mesures de transfert et de périmètre prévues en 2015
- +/- Solde des mesures de corrections techniques prévues en 2015

##### **= PLF de l'année 2015**

#### *3/ Précisions méthodologiques*

---

La mesure de l'impact des créations et suppressions d'emplois dans la prévision annuelle peut être établie de différentes façons :

- si l'opérateur parvient à suivre de manière très fine les entrées et sorties de chaque agent (opérateurs à faibles effectifs en particulier), il peut déterminer sa prévision en tenant compte de chaque situation connue ;

- si l'opérateur n'effectue pas un suivi fin par agent ou ne connaît pas avec certitude les situations propres à chacun, l'évaluation de l'impact en ETPT des entrées et des sorties pourra être effectuée sur la base d'une estimation des mois moyens d'entrées et de sorties, le cas échéant par catégorie de personnel, selon une méthode analogue à celle utilisée pour l'Etat.

Si le profil des entrées-sorties appréciées mensuellement est significativement différent de l'année précédente, il faut en tenir compte sur le plafond d'emplois.

<b>ANNEXE V</b>
-----------------

**BUDGÉTISATION EN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE)  
ET EN CREDITS DE PAIEMENT (CP)**

La LOLF prévoit une budgétisation en AE (les engagements financiers que le responsable de programme est autorisé à souscrire) et en CP (les paiements qu'il est autorisé à effectuer). Les choix offerts, à travers les AE, de recourir à des engagements annuels ou pluriannuels font désormais partie intégrante du processus de pilotage de certaines dépenses.

Afin de s'assurer de la couverture des engagements pris antérieurement à l'exercice concerné, vous procéderez au recensement des restes à payer et détaillerez les échéanciers des besoins de crédits de paiement à court, moyen et plus long terme.

Les échanges s'appuieront sur les échéanciers de CP joints.

Un échéancier sera construit pour chaque brique de dépense ou bloc homogène de dépense, relatif à des grands projets d'investissement, aux principales dépenses d'interventions et à toute autre dépense significative exécutée en AE  $\neq$  CP.



## **ECHEANCIER DES CREDITS DE PAIEMENT SUR ENGAGEMENTS**

**Mission :**

Programme :

**Brique :**

(en M€- remplir à l'euro)

Engagements antérieurs à 2015 et engagements 2016-2017 à couvrir par des CP									
	Engagements antérieurs à 2010	Engagements 2011	Engagements 2012	Engagements 2013	Engagements 2014	Engagements 2015	Engagements 2016	Engagements 2017	Total des engagements à couvrir
									0,

(en M€ avec une décimale)

[illegible]

(en %)

[illegible]

<b>ANNEXE VI</b>
------------------

**SUIVI DES CONTRATS DE PROJET ET DES CONTRATS DE PLAN  
ÉTAT - RÉGIONS**

Concernant la génération de CPER 2007-2014, il est demandé de renseigner, pour les programmes et pour les opérateurs concernés, dans le tableau suivant, l'exécution 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015, ainsi que les perspectives d'apurement des engagements pris pour cette génération de CPER.

Concernant la génération de CPER 2015-2020, il est demandé de renseigner l'exécution 2015, ainsi que les prévisions 2016 à 2020.

Vous distinguerez, pour les années 2009, 2010, 2011 et 2012, les crédits exécutés au titre de la mise en œuvre du plan de relance de l'économie.

Mission :

Suivi des contrats de projet et des contrats de plan État-Régions

Suivi de la génération de CPER 2007-2014

*Montants en M€*

Programme	Programmation CPER 2007-2014 initiale	Exécution 2007		Exécution 2008		Exécution 2009		Exécution 2010		Exécution 2011		Exécution 2012		Exécution 2013		Exécution 2014		Exécution 2015		Taux d'exécution prévisionnel		Restant à ouvrir en
		AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE	CP	CP
<b>Programme XX (n°)</b>																				-	-	0
action/axe ...																						0
dont plan de relance																						0
<b>Programme YY (n°)</b>																				-	-	0
action/axe ...																						0
dont plan de relance																						0
<b>Programme ZZ (n°)</b>																				-	-	0
action/axe ...																						0
dont plan de relance																						0
<b>TOTAL</b>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	0

Opérateur *	Programmation CPER 2007-2014 initiale	Exécution 2007		Exécution 2008		Exécution 2009		Exécution 2010		Exécution 2011		Exécution 2012		Exécution 2013		Exécution 2014		Exécution 2015		Taux d'exécution prévisionnel		Restant à ouvrir en
		AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE	CP	CP
<b>Opérateur XX</b>																				-	-	0
action/axe ...																						0
dont plan de relance																						0

\* montants contractualisés par l'opérateur (y compris financement sur ressources propres)

Suivi de la génération de CPER 2015-2020

*Montants en M€*

Programme	Programmation CPER 2015-2020 initiale	Exécution 2015		Prévision d'exécution 2016		Prévision d'exécution 2017		Prévision d'exécution 2018		Prévision d'exécution 2019		Prévision d'exécution 2020								Taux d'exécution prévisionnel		Restant à ouvrir en CP après 2014
		AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés							AE	CP	CP
<b>Programme XX (n°)</b>																				-	-	0
action/axe ...																						0
<b>Programme YY (n°)</b>																				-	-	0
action/axe ...																						0
<b>Programme ZZ (n°)</b>																				-	-	0
action/axe ...																						0
<b>TOTAL</b>	0	0	0																	-	-	0

Opérateur *	Programmation CPER 2015-2020 initiale	Exécution 2015		Prévision d'exécution 2016		Prévision d'exécution 2017		Prévision d'exécution 2018		Prévision d'exécution 2019		Prévision d'exécution 2020								Taux d'exécution prévisionnel		Restant à ouvrir en CP après 2014
		AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés	AE engagées	CP mandatés							AE	CP	CP
<b>Opérateur XX</b>																				-	-	0
action/axe ...																						0

\* montants contractualisés par l'opérateur (y compris financement sur ressources propres)